

Soigner, rééduquer, réinsérer : la santé sans préjugés

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
2 rue d'Iéna – CS 70004
59043 LILLE Cedex

Gardiennage et Surveillance des locaux
UGECAM Hauts-de-France

Centre La Mollière – Berck-sur-Mer
2025-17

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)

Type de procédure : AOO

SOMMAIRE

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	5
1.1/ Objet du marché	5
1.2/ Type de marché	5
1.3/ Mode de passation et forme du marché	5
1.4/ Lieu d'exécution et de facturation.....	5
1.5/ Présentation de l'établissement concerné par la prestation	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES RÉGISSANT LE MARCHÉ.....	5
2.1/ Pièces particulières	5
2.2/ Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ.....	6
3.1/ Durée et reconduction du marché.....	6
3.2/ Début d'exécution du marché	6
ARTICLE 4 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION	6
5.1/ Lieu d'exécution du marché.....	6
5.2/ Conditions d'exécutions des prestations et clauses techniques	6
5.4/ Interlocuteur chez le titulaire	6
ARTICLE 6 – CONSTATATION DE L'EXECUTION	7
ARTICLE 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE	7
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE	7
8.1/ Sous-traitance	7
8.2/ Co-traitance	7
ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS	8
9.1/ Pénalités.....	8
9.2/ Réfaction	9
ARTICLE 10 – PRIX.....	9
10.1/ Prix du marché.....	9

10.2/ Contenu des prix	9
10.3/ Types de variation des prix	9
10.4/ Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 11 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	10
11.1/ Présentation des demandes de paiement par le titulaire	10
11.2/ Modalités et délai de paiement.....	10
11.3/ Stipulations applicables aux groupements	11
ARTICLE 12 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ.....	11
12.1/ Interlocuteurs du marché	11
12.2/ Forme des notifications et communication.....	11
12.3/ Questionnaire de suivi des marchés.....	11
ARTICLE 13 – RENONCIATION	12
ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	12
14.1/ Changement et dénomination sociale du titulaire	12
14.2/ Changement de cocontractant en cours d’exécution du marché	12
14.3/ Cession, association, substitution, liquidation judiciaire.....	12
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITÉ	12
15.1/ Confidentialité des données	12
15.2/ Protection des données à caractère personnel.....	13
ARTICLE 16 – NANTISSEMENT	13
ARTICLE 17 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 18 – LITIGES	14
ARTICLE 19 – RESILIATION	14
19.1/ Résiliation du marché	14
19.2/ Dispositif de vigilance et d’alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.....	15
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES.....	15
20.1/ Règlement à l’amiable	15
20.2/ Mise en demeure	15
20.3/ Règlement juridictionnel	15

ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG	16
ARTICLE 22 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	16
ARTICLE 23 – DEVELOPPEMENT DURABLE	16
ARTICLE 24 – VISITES	17

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'UGECAM Hauts-de-France : Union pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie.

L'UGECAM Hauts-de-France gère 20 établissements, services sanitaires et médico-sociaux à destination d'adultes et enfants handicapés, de personnes âgées dépendantes, de patients en psychiatrie ainsi qu'en soins de suite et réadaptation.

Les missions de l'UGECAM sont les suivantes :

- Soigner, rééduquer toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- Réinsérer dans la société les personnes isolées par le handicap ou la maladie.
- Accompagner au quotidien les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1/ Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la prestation de gardiennage et de surveillance pour le site de la Molliere à Berck-sur-Mer.

1.2/ Type de marché

Le présent marché est un accord-cadre à bon de commande.

Cet accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum de 1000000€HT. Ce montant ne correspond pas au budget alloué pour la mission de base mais au maximum de prestation pouvant être couvert par cet accord-cadre.

1.3/ Mode de passation et forme du marché

Le marché public est passé selon une Procédure Formalisée d'Appel d'offres Ouvert.

1.4/ Lieu d'exécution et de facturation

Etablissement	Adresse
Centre La Mollière Amélie MOREL-SOMON, Directrice Claire CHERIF, Directrice Adjointe	19/21 Boulevard de Paris CS 90039 62601 BERCK-SUR-MER cedex Tél : 03.21.89.07.07 claire.cherif@ugecam.assurance-maladie.fr

1.5/ Présentation de l'établissement concerné par la prestation

Une présentation détaillée des établissements est disponible sur le site internet de l'UGECAM Hauts-de-France.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES RÉGISSANT LE MARCHÉ

Les documents contractuels régissant le contrat sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

2.1/ Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le mémoire technique.
- Le mémoire technique RSE.

2.2/ Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (FCS).

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

3.1/ Durée et reconduction du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

Il pourra être reconduit tacitement, trois (3) fois, pour une période d'un (1) an.

Néanmoins, lorsque le marché arrivera à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent contrat sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'opposer et les dispositions du Code de la Commande Publique relatifs aux marchés publics seront applicables de plein droit.

Au nom de la liberté contractuelle, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

3.2/ Début d'exécution du marché

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 1^{er} septembre 2025.

Une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires.

ARTICLE 4 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

Classifications principales et complémentaires
79713000-5 Services de gardiennage
79714000-2 Services de surveillance

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION

5.1/ Lieu d'exécution du marché

Les prestations doivent être exécutées aux lieux indiqués à l'article 1 du présent document.

5.2/ Conditions d'exécutions des prestations et clauses techniques

Elles sont définies au CCTP.

5.4/ Interlocuteur chez le titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer dans les quinze jours ouvrés après la notification du marché, les coordonnées de la personne chargée du suivi commercial et technique, ainsi qu'une adresse mail valide. Le titulaire s'organise pour que cette boîte mail soit consultée même en l'absence de son propriétaire. Cette personne sera l'interlocuteur unique de l'établissement pour le suivi du marché, etc...

En cas de changement au niveau de l'équipe d'intervenants, le titulaire informe sans délais le responsable de l'établissement et dispose de 8 jours à compter de cette date pour communiquer le nom et titre du remplaçant. Le responsable de l'établissement à 8 jours pour récuser le remplacement, au-delà de ce délai, le silence vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire à 7 jours pour présenter un nouveau remplaçant. Son acceptation est faite dans les mêmes termes que précédemment.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusations des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute.

ARTICLE 6 – CONSTATATION DE L'EXECUTION

Chaque intervention donne lieu à un visa dans le cahier de suivi sur le site d'intervention. En application de l'article 28.1 du CCAG FCS, le Pouvoir adjudicateur effectue au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. A l'issue des opérations qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés. Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage. En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale. Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché.

À défaut de production, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE

8.1/ Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600€ TTC.

8.2/ Co-traitance

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS

9.1/ Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Type	Déclenchement	Montant HT Par manquement
Organisation et planification		
Absence d'un agent de sécurité	Planning	300,00€
Absence de mise à jour du planning	Planning	50,00€
Absence aux réunions de suivi	Convocation	50,00€
Absence de matériels à dispositions des agents	Non-respect du CCTP	50,00€
Qualifications des agents inadéquates ou non à jour	Lors d'un contrôle	100,00€
Tenues vestimentaires des agents	Non-respect du CCTP	50,00€
Intervention		
Ronde mal effectuée	Rondier	50,00€
Main courante mal complétée	Main courante électronique	50,00€
Non-respect des consignes de l'établissement	Classeur de consigne	100,00€
Mauvaise utilisation du SSI	Historique des alarmes / dérangements	100,00€
Mauvaise utilisation des outils mis à disposition de l'agent	Historique des alarmes /Main courante	50,00€
Non-respect des consignes ponctuelles données à l'agent	Classeur de consigne	100,00€
Non fourniture d'un document	Par document	50,00€
Défaut de restitution des clés ou de dispositifs d'ouverture	Par clé/dispositif d'ouverture non restitué, sans préjudice des frais occasionnés par le remplacement des serrures ou dispositifs concernés	200,00 €

La Direction de l'établissement ou son représentant pourra à tout moment et sans en référer préalablement au prestataire procéder à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché.

Les points jugés lors des contrôles concernent l'ensemble des actions nécessaires (encadrement du personnel, application des consignes, accueil) par le prestataire pour mener à bien la prestation objet du marché.

Le nombre de ces contrôles ne sera pas limité. L'application de cette méthode de contrôle vise à transcrire la notion subjective d'obligation de résultat pour les prestations de services. En mesure objective, il est expressément entendu que les moyens proposés et mise en place par le prestataire seront en adéquation avec l'obligation de résultat régissant le marché.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellements de retards non justifiés et du non-respect des prestations demandées notamment, l'établissement aura la faculté de résilier le marché sans que l'opérateur économique puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Cette lettre fixera la prise d'effet.

9.2/ Réfaction

Conformément au CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées et basées sur les documents de suivi de l'exécution des prestations à partir desquels les représentants de l'organisme opèrent leurs contrôles.

ARTICLE 10 – PRIX

10.1/ Prix du marché

Les prix indiqués dans l'ATTRI1 ou dans les annexes financières comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fourniture et transport nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

10.2/ Contenu des prix

Les prestations seront réglées au moyen d'une facture et par application des prix figurant dans l'ATTRI1 ou dans l'annexe financière.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'ATTRI1, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Hauts-de-France toute anomalie ou insuffisance qui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du DCE pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et ne pouvant être considérées comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les comptes seront réglés d'après les prix unitaires.

10.3/ Types de variation des prix

Le contrat est traité à prix ferme pour une année par rapport au prix retenus à l'ATTRI1.

Au-delà de la première année, les prix pourront être révisés annuellement par le titulaire de la manière suivante :

$$P = P0 \times [0,15 + 0,85 (ICHT/ICHT_0)]$$

P = nouveau prix

P0 = prix retenu à l'acte d'engagement

ICHTrev-TS = indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Tous salariés Activités spécialisées (001565195) – mois de révision des prix

ICHTrev-TS₀ = indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Tous salariés Activités spécialisées (001565195) – modèle de référence n°1 du mois zéro (mois de la remise des offres)

Le titulaire joindra en annexe de sa facturation le détail du calcul et des indices utilisés.

Le prix P deviendra le prix P0 pour l'année suivante.

10.4/ Clause de sauvegarde

La hausse du prix résultant de son ajustement ne peut être supérieure au taux d'évolution budgétaire imposé aux établissements par leur autorité de tarification.

Si la hausse du prix excède 2 %, le marché pourra être résilié par l'organisme sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, par dérogation au CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

11.1/ Présentation des demandes de paiement par le titulaire

Les demandes de paiement doivent correspondre à la prestation réellement exécuté à la date d'établissement de la facture. Le prestataire doit émettre les factures à terme échu.

• Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont adressées, en deux exemplaires directement au Directeur de l'établissement concerné.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le numéro SIREN ou SIRET,
- La date et numéro de la facture,
- Le numéro de compte bancaire ou postal : IBAN/BIC (RIB fourni avec l'ATTRI1),
- La désignation du site et l'adresse du service destinataire des prestations courants et des consommables,
- Le numéro du marché,
- Le numéro d'EJ (Engagement Juridique) initial du marché,
- Le numéro du bon de commande le cas échéant,
- La désignation de chacune des prestations,
- Les montant HT et TTC des prestations courantes,
- Les montant HT et TTC des prestations exceptionnelles, s'il y en a,
- Les montants HT et TTC des prestations de tri sélectif, s'il y en a,
- Les montants HT et TTC des consommables livrés.
- Le taux et le montant de la TVA de chaque prestation,
- Le montant total HT et TTC de la facture.


Au cas où une partie de la prestation d'entretien périodique de diverses plantations et espaces verts n'aurait pas été exécutée, conformément aux dispositions du présent marché, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.

• Adresse de facturation

Les factures seront transmises directement à l'établissement (adresse reprise au point 1.4 du présent document, qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP).

Les factures seront transmises de préférence via l'appliquatif CHORUS

Une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. Cette application est accessible depuis l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1

Centre La Molliere	42 362 826 200 101
--------------------	--------------------

11.2/ Modalités et délai de paiement

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné en partie B de l'ATTRI1.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'établissement concerné.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM Hauts-de-France.

- Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée dans le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

Montant du principal en TTC x (nombre de jours de retard / 365) x taux IM

- Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'UGECAM Hauts-de-France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par l'UGECAM Hauts-de-France dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG-FCS, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre du point 9 du présent document.

11.3/ Stipulations applicables aux groupements

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'ATTRI1.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à l'organisme qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné à l'ATTRI1, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les acomptes et paiement prévus sont versés au mandataire solidaire du groupement.

ARTICLE 12 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

12.1/ Interlocuteurs du marché

UGECAM Hauts-de-France

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable (PRAP-DD)

2 rue d'Iéna – CS 70004

59043 LILLE Cedex

Tél : 03.28.82.02.20

Courriel : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

12.2/ Forme des notifications et communication

Les échanges de communication entre l'UGECAM Hauts-de-France et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

12.3/ Questionnaire de suivi des marchés

Le titulaire sera sollicité régulièrement (6 mois après le début du marché, et ensuite annuellement), pour répondre à un questionnaire permettant de faire un bilan d'étape du marché.

ARTICLE 13 – RENONCIATION

Lorsqu'il signe le marché, le prestataire renonce à l'application de ses conditions de vente, quel que soit le support sur lequel elles figurent, pour se soumettre pleinement, uniquement et sans amendement ni réserve aux conditions d'achat de l'organisme.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

14.1/ Changement et dénomination sociale du titulaire

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGECAM Hauts-de-France et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

14.2/ Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-15 du Code de la Commande Publique et D.8222-5 et D8254.2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254.3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail, ainsi qu'un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire (RIB).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

14.3/ Cession, association, substitution, liquidation judiciaire

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée extraordinaire, etc...). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché.

Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai le pouvoir adjudicateur et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation. Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délai le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITÉ

15.1/ Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le

titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché.
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché.

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations. A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

15.2/ Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au Pouvoir Adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 16 – NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du code de la Commande Publique.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés. Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage. En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché.

À défaut de production, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 18 – LITIGES

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause. Les pénalités définies à l'article 9 du présent cahier seront donc applicables.

ARTICLE 19 – RESILIATION

19.1/ Résiliation du marché

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Il est rappelé que l'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 15 du présent document.

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGECAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGECAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- En cas de faute grave du titulaire résultant de mauvais traitement des articles.
- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des patients / résidents.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

19.2/ Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue au point 9.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

20.1/ Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de déterminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de la prestation. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Le **Comité Consultatif du Règlement Amiable (CCRA)** compétent est celui de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Érignac

54038 NANCY Cedex

Tél. : 03.83.34.25.65. (Caroline PAGE, secrétariat)

Fax : 03.83.34.22.24.

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

20.2/ Mise en demeure

L'UGECAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de quinze (15) jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGECAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

20.3/ Règlement juridictionnel

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents.

En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGECAM Hauts-de-France est seul compétent :

Tribunal Judiciaire de LILLE (TJ)
Avenue du Peuple Belge BP 729
59034 LILLE CEDEX
Tél : 03 20 78 33 33
Fax : 03 20 78 50 09
Mail : accueil-lille@justice.fr
Site web : <http://www.justice.gouv.fr/>

ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au : Cahier des Clause Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG - FCS	OBJET DE LA DEROGATION
2	4	Pièces particulières
6	28.1 & 30	Constatation
9.1	14.1	Pénalités
10.4	42	Sauvegarde
11.2	11.7.3	Paielement
19	42	Résiliation

ARTICLE 22 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent lesdites conventions :

- Sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- Sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- Sur le travail forcé (C29, 1930),
- Sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- Sur l'égalité de rémunération (CI00, 1951),
- Concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- Sur l'âge minimum (C138, 1973),
- Sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

L'UGECAM Hauts-de-France est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 23 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats fourniront un mémoire RSE, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature la Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France, cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'engage sur 3 objectifs en 2025.

STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs importants pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - Réduire notre impact environnemental et n°4 - Intégrer les enjeux RSO dans la Stratégie et le processus d'Achat.

L'UGECAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2025 :



Issu de l'enjeu n°3 de l'axe 3 :

"S'engager en faveur de la mobilité durable"

Issu de l'enjeu n°2 de l'axe 4 :

"Contribuer par l'achat à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap"

Issu de l'enjeu n°4 de l'axe 3 :

"promouvoir une gestion durable des ressources"

L'UGECAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,
Sébastien LEVAVASSEUR



La présente consultation s'inscrit dans ces objectifs.

En complément au mémoire technique RSE, les candidats devront mettre en valeur les qualités de leurs offres, qui permettront d'accompagner l'UGECAM Hauts-de-France vers l'accomplissement de ses enjeux.

ARTICLE 24 – VISITES

La visite du site est obligatoire. Le Règlement de consultation indique les modalités.

Le titulaire ne pourra pas prétendre à un supplément financier par la non connaissance de l'étendu du site.

Fait à Lille,
Le 19/05/2025
Le Pouvoir Adjudicateur